

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous voudrions remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général et Mme Tenga Modi pour leurs briefings de ce matin. Ce briefing ainsi que le dernier rapport du Secrétaire général relatif à la MONUSCO nous donnent une bonne vue de la situation actuelle en République Démocratique du Congo.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous souhaitons concentrer notre intervention autour de trois messages principaux :

Primo : mon premier message concerne la situation politique.

- Nous saluons les déclarations du nouveau Président en faveur du changement voulu par la population. Nous encourageons tous les acteurs politiques en RDC à prendre des mesures concrètes à même de produire ce changement profond de l'espace politique, à l'instar des premiers gestes posés, comme la libération de certains prisonniers politiques. Dans le cadre européen et bilatéral, nous saluons les récentes évolutions, qui témoignent d'une volonté réelle d'intensifier nos relations.

- Nous ne devons toutefois pas oublier que le processus électoral n'est pas encore clos. Des élections doivent encore se tenir à Beni-Butembo ainsi qu'à Yumbi. Entretemps, la formation d'un nouveau gouvernement se fait attendre.
- De nombreux témoignages font état de corruption de grande ampleur dans le cadre des élections sénatoriales des derniers jours. Ceci alors que les plus hautes autorités judiciaires en RDC avaient lancé des avertissements précis.
- Dans ce contexte, le Président Tshisekedi a décidé de se saisir de la situation. En tant que garant des institutions, nous l'appelons à rétablir l'ordre institutionnel et l'état de droit, mais aussi à initier de manière crédible une lutte contre la corruption qui menace la gouvernance du pays. La consolidation d'institutions nationales solides, compétentes et impartiales doit permettre de renforcer la légitimité de l'Etat, de prévenir de futures crises institutionnelles et de favoriser un enracinement durable de la culture d'alternance démocratique.

Secundo : mon deuxième message concerne la pacification du territoire de la RDC et la restauration de l'autorité de l'Etat.

- A cet égard, nous souhaitons qu'une attention particulière soit accordée à la persistance de la violence et des attaques contre des civils qui continue de plonger la population congolaise dans l'une des pires catastrophes humanitaires au monde. Nous rappelons la violence inouïe des récentes attaques intercommunautaires planifiées à Yumbi qui ont fait plusieurs centaines de morts et des milliers de déplacés en quelques jours en

décembre 2018. Ces violences, qui selon les Nations unies pourraient constituer des crimes contre l'humanité, n'auraient pas été possibles si l'autorité de l'Etat dans cette zone avait été présente. La persistance des combats entre groupes armés dans le Masisi, des attaques mortelles des ADF dans le territoire de Beni et les récents combats à Minembwe sont autant de situations dramatiques qui nécessitent des mesures fortes et urgentes.

- La restauration de l'autorité de l'État est indispensable pour assurer la pacification du territoire, la résolution des causes profondes des conflits et la sécurité des populations, ainsi que le développement et l'état de droit au profit du peuple congolais.

Tertio : mon 3^{ème} message concerne la MONUSCO.

L'avenir de la MONUSCO doit reposer sur une véritable stratégie de sortie, laquelle devra se fonder sur des points de références (*benchmarks*) clairement identifiés par une revue stratégique indépendante. Une telle stratégie doit se fonder sur la capacité et la volonté réelle des nouvelles autorités congolaises à assumer elles-mêmes les tâches qui sont actuellement assumées par la MONUSCO. En attendant, la protection des civils – dans le contexte militaire, sanitaire ou encore celui des droits de l'homme – doit continuer d'être la clé de voute sur laquelle la MONUSCO repose.

La Belgique est d'avis qu'un mandat intérimaire qui serait *limité* dans le temps permettrait à la fois d'approfondir notre réflexion sur les points de références tout en évitant un risque d'immobilisation dans un contexte changeant.

Finalement, nous devons rester attentifs au cadre régional et à son évolution. L'attention que nous portons aujourd'hui à l'avenir de la MONUSCO ne doit pas détourner notre attention du fait que la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs sont étroitement liées. Les problèmes sont souvent communs, les solutions le sont également. A cet égard, nous saluons l'opportunité qui sera donnée à ce Conseil dans les semaines à venir de discuter des derniers développements dans la région.

Je vous remercie pour votre attention.